

**Assemblée générale**

Distr. générale  
18 avril 2017  
Français  
Original : anglais

**Soixante et onzième session**  
Point 157 de l'ordre du jour  
**Financement de la Mission d'administration intérimaire  
des Nations Unies au Kosovo**

**Mission d'administration intérimaire des Nations Unies  
au Kosovo : rapport sur l'exécution du budget de l'exercice  
allant du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016 et projet de budget  
pour l'exercice allant du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2015/16	40 031 000
Dépenses de 2015/16	39 304 800
Solde inutilisé de 2015/16	726 200
Crédit ouvert pour 2016/17	36 486 900
Montant estimatif des dépenses de 2016/17 <sup>a</sup>	36 017 900
Montant estimatif du dépassement de crédit de 2016/17 <sup>a</sup>	469 000
Projet de budget du Secrétaire général pour 2017/18	38 016 600
Recommandation du Comité consultatif pour 2017/18	37 898 200

<sup>a</sup> Montant estimatif au 31 janvier 2017.



## I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport, aux paragraphes 27 et 29, des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui aboutiraient à réduire de 118 400 dollars l'enveloppe proposée dans le projet de budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/71/759 et Corr.1 et 2). On trouvera dans les paragraphes qui suivent les recommandations et observations que le Comité a jugé utile de faire sur certaines questions.

2. Aux fins de son examen du financement de la Mission, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 27 mars 2017. La liste des documents qu'il a examinés et de ceux dont il s'est servi pour examiner le financement de la Mission est donnée à la fin du présent rapport. Les observations et recommandations détaillées qu'il a formulées sur les constatations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 et sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général figurent dans les rapports qu'il leur a consacrés (A/71/845 et A/71/836). Celles que le Comité des commissaires aux comptes a formulées concernant la MINUK sont examinées aux paragraphes 5 à 7 du présent rapport.

## II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016

3. Dans sa résolution 69/300, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 40 031 000 dollars (montant net : 36 270 200 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la Mission pendant l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016. Les dépenses totales de l'exercice se sont élevées à un montant brut de 39 304 800 dollars (montant net : 35 766 900 dollars), soit 726 200 dollars de moins en chiffres bruts (503 300 dollars en chiffres nets) que le crédit ouvert par l'Assemblée, ce qui correspond à un taux d'exécution du budget de 98,2 %. Une analyse détaillée des écarts figure à la section IV du rapport sur l'exécution du budget (A/71/615). La sous-utilisation des crédits tient principalement au fait que les dépenses au titre du personnel civil ont été moins élevées que prévu, soit 2 855 900 dollars (13,2 %) au titre du personnel recruté sur le plan international, le coefficient d'ajustement moyen ayant été inférieur aux prévisions et le taux de vacance de postes effectif moyen supérieur aux prévisions, et 636 800 dollars au titre du personnel recruté sur le plan national, le montant effectif moyen des traitements des agents des services généraux recrutés sur le plan national ayant été moindre que prévu.

4. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par le fait que le montant des dépenses opérationnelles a été plus élevé que prévu, soit 3 144 900 dollars (42,2 %), ce qui s'explique principalement par : a) le règlement d'une demande de réparation pour l'utilisation de locaux sans le consentement du propriétaire; b) des dépenses afférentes à l'achat de services d'aménagement et de rénovation plus élevées que prévu; c) les activités menées dans le cadre des programmes relatifs à l'état de droit; d) le règlement des honoraires des entrepreneurs liés au déménagement dans le nouveau quartier général à Pristina. Le Secrétaire général indique que 8,5 % du montant crédit ouvert de 40 031 000

millions de dollars a été réaffecté aux dépenses opérationnelles (ibid., sect. III.B). Le Comité consultatif formule d'autres observations sur la réaffectation des montants aux dépenses opérationnelles aux paragraphes 32 à 36.

*Observations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo*

5. Le Comité consultatif a aussi examiné le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2016 (A/71/5 (Vol. II), chap. II). Pour la MINUK, le Comité des commissaires aux comptes a notamment fait observer qu'au cours des trois derniers exercices, la Mission n'avait procédé ni fait procéder à aucune évaluation annuelle des projets qu'il considérait comme des projets à effet rapide et qu'elle devait veiller à approuver les projets à effet rapide et à décaisser les fonds correspondants en temps utile, afin que ces projets puissent remplir leur fonction de manière optimale (ibid., par. 390). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la MINUK et le Département de l'appui aux missions n'étaient pas d'accord avec les observations du Comité des commissaires aux comptes concernant la nature de ces projets, qu'ils considéraient comme étant « des mesures de confiance » plutôt que des projets à effet rapide. La Mission n'avait pas non plus accepté d'établir des rapports sur ces projets comme l'avait indiqué le Comité des commissaires aux comptes. Elle a fait savoir au Comité consultatif qu'elle sélectionnait avec soin les projets et procédait à un suivi et à une évaluation pendant la durée de vie du projet, et qu'il n'était donc pas nécessaire de procéder à d'autres évaluations.

6. La Mission considérait qu'elle ne dérogeait nullement aux directives relatives aux projets à effet rapide puisque les projets en question n'étaient pas des projets à effet rapide : il s'agissait de projets relatifs aux programmes, menés au titre de la composante État de droit, et les fonds nécessaires pour mener ces projets auraient dû être inscrits au budget au titre de l'appui aux programmes. Le Comité consultatif note qu'au fil du temps un certain flou est apparu concernant la classification de ces projets. Il rappelle qu'en 2007, l'Assemblée générale a considéré que les projets à effet rapide pouvaient servir aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies à instaurer et renforcer la confiance dans les différentes missions, leur mandat et le processus de paix (voir résolution 61/276, sect. XVIII, par. 4). Il note également que dans les projets de budget de la MINUK antérieurs à 2013/14, aucun montant n'avait été demandé au titre des projets à effet rapide et que dans le projet de budget pour 2013/14, le Secrétaire général avait dit que, dans le domaine du renforcement de la confiance à l'échelle des communautés, le rôle de la Mission serait considérablement renforcé par l'inscription de montants au titre de projets à effet rapide (voir A/67/700, par. 11). Cependant, dans sa résolution 67/276, l'Assemblée n'a pas fait mention des projets à effet rapide et elle a décidé, à titre ponctuel, d'ouvrir un crédit de 425 000 dollars pour permettre à la Mission de mener des projets de renforcement de la confiance visant à promouvoir la réconciliation entre les différentes communautés (voir résolution 67/276, par. 9). Le Comité consultatif est donc d'avis qu'il faut définir plus précisément les différents types d'activités afin de bien les cerner et de faire en sorte qu'elles soient budgétisées correctement (voir également par. 32 à 36 ci-après). Les observations et recommandations détaillées qu'il a formulées sur ce point figurent dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (A/71/836).

7. Dans son rapport (rapport financier et états financiers vérifiés, A/71/5 (Vol. II)), le Comité des commissaires aux comptes a noté que la MINUK avait

continué de manquer de liquidités au cours de l'exercice et qu'elle avait dû emprunter à des missions dont le mandat était achevé; le solde à rembourser s'élevait à 26,5 millions de dollars au 30 juin 2016 (*ibid.*, chap. IV, par. 9; voir aussi par. 11 ci-dessous).

8. On trouvera à la section IV ci-après, relative au projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018, les observations du Comité consultatif concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au titre de divers objets de dépense.

### III. Situation financière et information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

9. Le crédit ouvert pour l'exercice en cours est de 36 486 900 dollars. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2017, le montant des dépenses s'élevait à 20 676 600 dollars et que leur montant estimatif devrait atteindre 36 017 900 dollars au 30 juin 2017, soit un solde inutilisé de 469 000 dollars représentant 1,3 % du crédit ouvert pour l'exercice 2016/17. Il formule d'autres observations sur ce point aux paragraphes 33 à 36 ci-dessous et dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

10. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2017, les chiffres de l'exercice concernant le déploiement des effectifs civils et militaires et des effectifs de police de la Mission s'établissaient comme suit :

	<i>Effectif autorisé</i>	<i>Effectif déployé</i>	<i>Taux de vacance (en pourcentage)</i>
Observateurs militaires <sup>a</sup>	8	8	–
Police des Nations Unies <sup>a</sup>	9	7	22,2
Personnel recruté sur le plan international	112	96	14,3
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	219	214	2,3
Volontaires des Nations Unies	24	21	12,5

<sup>a</sup> Niveau le plus élevé de l'exercice.

11. Le Comité consultatif a aussi été informé qu'au 8 mars 2017, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la MINUK depuis sa création s'établissait à 3 046 617 000 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 3 017 254 000 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 29 363 000 dollars. Au 6 mars 2017, le solde de trésorerie de la mission se montait à 3 811 000 dollars et la réserve de trésorerie correspondant à trois mois de dépenses à 9 122 000. Le Comité consultatif note de nouveau avec préoccupation que le solde de trésorerie de la Mission est inférieur à la réserve de trésorerie correspondant à trois mois de dépenses (voir [A/70/742/Add.10](#), par. 8). Il rappelle que l'Assemblée générale souligne systématiquement, par exemple au paragraphe 2 de sa résolution [70/277](#), que tous les États Membres doivent s'acquitter ponctuellement, intégralement et sans conditions des obligations financières que leur impose la Charte des Nations Unies.

## IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018

### A. Mandat et résultats attendus

12. Le mandat de la MINUK a été défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1244 (1999). Les paragraphes 1 à 17 du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget (A/71/759 et Corr.1 et 2) décrivent ce mandat, les résultats attendus, les hypothèses budgétaires et les activités d'appui de la Mission pour l'exercice 2017/18. Le Secrétaire général rappelle dans son rapport que la MINUK est dirigée par un représentant spécial du Secrétaire général, qui veille à coordonner l'action menée par la présence internationale, y compris la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) et la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX). EULEX a été déployée en application de la résolution 1244 (1999) du Conseil et opère sous l'autorité générale de l'Organisation des Nations Unies.

13. Le Secrétaire général rappelle qu'en application de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, l'objectif stratégique de la Mission demeure le renforcement et la consolidation de la paix, de la sécurité, de l'état de droit et de la stabilité au Kosovo et dans la région (ibid., par. 6). Au cours de l'exercice, les principales priorités de la Mission seront les suivantes : a) l'amélioration des relations grâce à des échanges diplomatiques avec les interlocuteurs locaux, régionaux et internationaux, notamment les organisations internationales présentes au Kosovo et les principales organisations bilatérales; b) la fourniture d'un appui en matière d'état de droit et de droits de l'homme aux institutions locales; c) la fourniture d'un appui à la réconciliation et à l'intégration des minorités du Kosovo, en prêtant ses bons offices, aux fins d'améliorer à tous les niveaux les relations entre toutes les communautés; d) le renforcement de ses capacités en matière de collecte d'informations et d'analyse prédictive (ibid., par. 6 à 14). La Mission continuera également de se coordonner avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) sur les questions concernant les femmes (ibid., par. 15) et de prendre des mesures visant à atténuer les effets de ses activités sur l'environnement (ibid., par. 17).

14. Le Secrétaire général propose de resserrer encore les liens de coopération entre la Mission et ses principaux partenaires internationaux, dont la KFOR, le Bureau du Représentant spécial de l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), EULEX, le Conseil de l'Europe et d'autres acteurs européens, notamment au moyen de consultations régulières auprès des hauts responsables. Il indique que la MINUK poursuivra sa collaboration avec l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, notamment dans la cadre de son travail intégré d'évaluation et de planification, afin d'accroître au maximum l'utilisation des ressources des Nations Unies au Kosovo, et que la Mission et l'Équipe des Nations Unies continueront de concentrer leur attention sur les questions relatives à la gouvernance et à l'état de droit et de maintenir un dialogue constructif avec le Siège (ibid., par. 18 à 20).

### B. Ressources nécessaires

15. Le projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 s'élève à un montant brut de 38 016 600 dollars (montant net : 34 457 200 dollars), soit une augmentation brute de 1 529 700 dollars (4,2 %) par rapport au montant du crédit ouvert pour 2016/17, imputable principalement à la hausse des dépenses prévues au titre de la police, des postes et des activités de programme compensée

par une diminution des crédits demandés pour le personnel recruté sur le plan national, les installations et infrastructures ainsi que les communications. On trouvera des informations détaillées sur les ressources financières demandées et une analyse des variations aux sections II et III du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget (ibid., par. 32 à 52).

## 1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2016/17</i>	<i>Effectif proposé pour 2017/18</i>	<i>Variation</i>
Observateurs militaires <sup>a</sup>	8	8	–
Police des Nations Unies <sup>a</sup>	9	10	1

<sup>a</sup> Niveau le plus élevé de l'exercice.

16. Le montant des ressources demandées au titre des militaires et du personnel de police pour l'exercice 2017/18 s'élève à 695 700 dollars, soit une diminution de 3 800 dollars (0,5 %) par rapport au montant du crédit ouvert pour 2016/17. L'effectif militaire reste le même, avec huit observateurs militaires, mais le projet de budget prévoit que l'effectif de police passera de 9 à 10 membres de la Police des Nations Unies. Le Secrétaire général indique que la création d'un poste supplémentaire d'agent de la Police des Nations Unies au Bureau du Conseiller pour les questions de police permettrait de renforcer la capacité de Mission de répondre aux demandes relatives à la publication, au traitement et au renvoi d'environ 3 000 dossiers ouverts par l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), étant donné que ces activités étaient appuyées par une unité conjointe à EULEX et à la MINUK et qu'EULEX a ramené de 8 à 3 personnes l'effectif de cette unité en novembre 2016 (ibid., par. 16). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le policier supplémentaire serait chargé de l'établissement des documents relatifs aux demandes de diffusion des notices internationales visant les individus recherchés par les autorités, ainsi que du traitement et du renvoi des dossiers aux fins d'enquête par les autorités kosovares compétentes. Le Comité a également été informé que l'affectation d'un poste supplémentaire d'agent de la Police des Nations Unies au Bureau du conseiller principal pour les questions de police permettrait à la MINUK de continuer, dans le contexte de la réduction des effectifs d'EULEX, à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées en ce qui concerne les dossiers ouverts par INTERPOL et les notices internationales visant les individus recherchés par les autorités.

17. La baisse des dépenses prévues résulte du changement de taux de change appliqué pour l'exercice 2017/18 (0,96 euro pour 1 dollar des États-Unis). **Le Comité consultatif recommande d'approuver le montant des crédits demandés au titre des militaires et du personnel de police pour 2017/18.**

## 2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2016/17</i>	<i>Effectif proposé pour 2017/18</i>	<i>Variation</i>
Personnel recruté sur le plan international	112	112	–
Personnel recruté sur le plan national <sup>a</sup>	219	219	–
Volontaires des Nations Unies	24	24	–
<b>Total</b>	<b>372</b>	<b>372</b>	<b>–</b>

<sup>a</sup> Administrateurs et agents des services généraux.

18. Le montant des ressources demandées au titre du personnel civil pour l'exercice 2017/18 s'élève à 28 218 700 dollars, soit une augmentation de 757 900 dollars (2,8 %) par rapport au montant du crédit ouvert pour l'exercice 2016/17.

19. La hausse des crédits demandés a trois origines principales : a) les dépenses prévues pour deux postes D-1 et un poste P-4, que l'Assemblée générale a décidé de ne pas supprimer mais pour lesquels aucun montant n'avait été prévu dans le budget approuvé de l'exercice 2016/17; b) l'application d'un pourcentage de dépenses communes de personnel supérieur (67,1 % des traitements nets pour l'exercice 2017/18 contre 57,6 % pour l'exercice 2016/17); c) une hausse de 7,8 % liée à la révision du barème des traitements du personnel recruté sur le plan national. L'augmentation des dépenses prévues serait en partie compensée par une diminution imputable essentiellement à l'application d'un taux de change de 0,96 euro pour 1 dollar des États-Unis contre un taux de 0,91 euro lors de l'exercice 2016/17.

20. La seule modification qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs porte sur le transfert d'un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national du Bureau de l'appui aux communautés et de la facilitation des relations pour faire face à la charge de travail et aux besoins opérationnels de la Section des droits de l'homme (ibid., par. 23).

*Postes dont la suppression avait été proposée antérieurement*

21. Comme il est indiqué au paragraphe 19 ci-dessus, le Secrétaire général précise dans son rapport que la hausse des crédits demandés au titre du personnel civil s'explique en partie par les dépenses prévues pour deux postes D-1 et un poste P-4, pour lesquels aucun montant n'avait été prévu dans le budget approuvé de l'exercice 2016/17 (ibid., par. 45). Le Comité consultatif rappelle qu'il avait approuvé la proposition faite par le Secrétaire général pour l'exercice 2016/17 de supprimer un certain nombre de postes sur la base des résultats de l'examen des besoins en personnel civil, notamment celui de chef des affaires juridiques (D-1) au Bureau de l'appui aux communautés et de la facilitation des relations et un poste P-4 au Bureau régional de Mitrovica (voir [A/70/707](#)). Tout en prenant note de la recommandation du Comité, l'Assemblée générale a néanmoins décidé de ne pas supprimer ces postes (voir résolution [70/277](#), par. 9).

22. Ayant demandé des précisions sur ces postes et leur inclusion dans le projet de budget pour l'exercice 2017/18, le Comité consultatif a été informé qu'il n'avait pas été proposé de supprimer les deux postes D-1 et le poste P-4 dans le projet de budget en raison de la décision susmentionnée de l'Assemblée générale. Le Comité a également été informé que la suppression de ces postes aurait pu à nouveau être proposée mais que, au vu de l'expérience récente et notamment du fait que l'Assemblée a décidé de maintenir certains postes dont la suppression était proposée, il avait été jugé utile d'inclure les trois postes en question dans le présent projet de budget. Ayant demandé de plus amples explications, le Comité a été informé que le budget était totalement justifié au regard du mandat de la Mission, des coûts et des ressources humaines nécessaires. Il a également été informé par la Mission que les ressources demandées étaient adaptées aux besoins.

**23. Tout en prenant note des motifs de l'inclusion de ces trois postes dans le projet de budget pour l'exercice 2017/18, le Comité consultatif estime que le Secrétaire général doit constamment veiller à ce que tous les projets de budget de la Mission correspondent aux ressources effectivement nécessaires à l'exécution de son mandat. À cet égard, le Comité espère que le Secrétaire général présentera des informations complémentaires à l'Assemblée générale, lorsque celle-ci examinera le projet de budget de la Mission pour l'exercice 2017/18, sur la nécessité du maintien de ces trois postes.**

*Postes vacants*

24. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que 15 postes étaient vacants au 22 mars 2017. Le Comité relève qu'un poste vacant depuis juillet 2015 ne fait l'objet d'un recrutement que depuis novembre 2016, tandis que le recrutement est toujours en cours pour neuf autres postes devenus vacants entre juin et septembre 2016. **Le Comité consultatif compte que tous les postes et emplois de temporaire vacants seront pourvus dans les meilleurs délais. Dans le même ordre d'idées, le Comité réaffirme que les taux de vacance retenus pour établir les budgets doivent être conformes, dans la mesure du possible, aux taux effectifs. Lorsque les taux retenus pour établir les projets de budget sont différents des taux effectifs au moment de l'établissement du budget, il faut apporter, dans les projets de budget, des éléments qui justifient clairement le choix des taux utilisés (A/70/742, par. 45).**

25. **Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général en ce qui concerne le personnel civil pour l'exercice 2017/18.**

### 3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

<i>Montant alloué pour 2016/17</i>	<i>Montant proposé pour 2017/18</i>	<i>Variation</i>
8 326 600	9 102 200	775 600

26. Le montant des dépenses opérationnelles prévues pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 s'établit à 9 102 200 dollars, soit une augmentation de 775 600 dollars (9,3 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 2016/17.

27. L'augmentation des crédits demandés s'explique principalement par les facteurs suivants :

a) Fournitures, services et matériel divers : l'augmentation de 1 699 000 millions de dollars (138,9 %), est essentiellement liée au montant de 1 987 000 dollars proposé pour les activités de programme, qui est en partie compensé par la réduction des besoins au titre de l'audit externe ainsi que du fret et des dépenses connexes. On trouvera au paragraphe 32 ci-dessous les observations du Comité consultatif sur les activités de programme de la Mission;

b) Informatique : l'augmentation de 74 900 dollars (5,7 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2016/17 s'explique par la hausse des besoins en achats informatiques;

c) Consultants : l'augmentation de 87 200 dollars (167,0 %) est liée au montant prévu pour faire procéder à un état des lieux du système de justice pénale du Kosovo par un consultant principal. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le consultant allait procéder à une mission d'établissement des faits pour définir les enseignements à tirer du rôle joué par la MINUK dans le secteur de la justice, afin qu'ils puissent profiter à d'autres missions. **Le Comité consultatif n'est pas convaincu de la nécessité de recruter un consultant à cette fin, compte tenu en particulier des compétences internes disponibles tant au sein de la Mission qu'au Siège de l'ONU. Il recommande donc de réduire de 50 %, soit de 43 600 dollars, le montant des ressources demandées par la Mission au titre des services de consultants.**

28. L'augmentation globale des ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles est en partie contrebalancée par la diminution des crédits demandés dans deux domaines :

a) Installations et infrastructure : la réduction de 522 900 dollars (15,5 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2016-17 s'explique principalement par la diminution des besoins au titre des panneaux solaires. Cette diminution est en partie contrebalancée par la hausse des dépenses prévues pour le renforcement des dispositifs de sécurité au Bureau régional de Mitrovica et pour l'acquisition de fournitures pour la défense des périmètres;

b) Communications : la diminution de 493 800 dollars (31,5 %) s'explique principalement par la réduction des frais afférents à la location de lignes, à l'entretien du matériel et aux services d'appui aux communications;

c) Transports terrestres : la diminution de 67 700 dollars (18,8 %) s'explique par la baisse des dépenses prévues au titre des carburants et lubrifiants et de l'assurance responsabilité civile en raison de la mise en œuvre de la couverture mondiale de l'ONU au Kosovo.

#### *Voyages*

29. Le Secrétaire général indique dans son rapport que les ressources demandées pour les voyages s'élèvent à 367 000 dollars ([A/71/759](#) et Corr.1 et 2, section II.A). Le Comité consultatif a demandé et obtenu des renseignements supplémentaires au sujet des frais de voyage de la MINUK et a constaté qu'une proportion importante des voyages proposés s'effectuaient en dehors de la zone de la mission (299 000 dollars). Il a relevé un certain nombre d'incohérences dans les informations fournies, notamment quant à la surestimation probable du prix des billets d'avion et à la non-comptabilisation des économies pouvant être réalisées lorsqu'il est possible de faire les réservations à l'avance. **Le Comité consultatif recommande donc que soient réduits de 25 %, soit de 74 800 dollars, les crédits demandés au titre des voyages du personnel en dehors de la zone de la mission. En conséquence, le Comité recommande à l'Assemblée générale d'approuver le montant restant des ressources demandées, soit 292 000 dollars.**

#### *Véhicules*

30. Le Comité a reçu des informations concernant l'état du parc de véhicules par rapport aux besoins du personnel militaire et civil, du personnel de police ainsi que des autres catégories de personnel, le coefficient véhicules/effectifs étant inférieur aux normes pour la plupart des catégories de personnel de la Mission. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, conformément aux directives provisoires en vue de l'élaboration d'un plan de transition pour la transformation du parc de véhicules du Département de l'appui aux missions, le comité du parc de véhicules de la MINUK s'était réuni en juin 2016 pour redéfinir l'attribution des véhicules en fonction des besoins opérationnels réels et avait réduit son parc de 15 véhicules légers au cours de l'exercice 2016/17, d'où un coefficient inférieur pour les différents groupes et sections, dans l'optique de la réduction de l'ensemble du parc de véhicules légers. **Le Comité consultatif prend acte des efforts déployés par la MINUK pour ajuster le nombre de véhicules en fonction des besoins prévus pour chaque catégorie de personnel, dans les limites des coefficients standard, et espère que l'ensemble des missions de maintien de la paix en feront autant.**

**31. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 27 et 29 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que les ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles pour l'exercice 2017/18 soient approuvées.**

### **Questions diverses**

#### *Activités de programme*

32. Le Secrétaire général indique dans son rapport que les crédits nécessaires à 13 projets de programme s'élèvent à 1 987 000 dollars (A/71/759 et Corr.1 et 2, par. 40 et 41), auxquels s'ajoute la somme de 380 100 dollars qu'exigeraient 21 projets de renforcement de la confiance (ibid., par. 39). Le Comité a demandé et obtenu des précisions sur les projets et des éclaircissements supplémentaires quant à la nature des activités de programme et projets de renforcement de la confiance prévus (voir par. 6 ci-dessus). Il a en outre appris, à sa demande, que les projets de renforcement de la confiance consistaient pour la Mission à intervenir dans les cas où elle était bien placée pour appuyer utilement la réconciliation et le renforcement de la confiance, en vue d'instaurer la coopération entre les différentes communautés du Kosovo. S'agissant des activités de programme, le Comité a été informé que la Mission concentrait ses efforts sur les activités relevant des domaines suivants : droits de l'homme; réconciliation au sein de la société; appui aux communautés au niveau local; état de droit. On trouvera en annexe le détail des activités de programme et des projets de renforcement de la confiance prévus.

#### *Réaffectation de ressources*

33. Le Secrétaire général indique dans son rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2015/16 que, pendant la période considérée, des sommes s'élevant à 3 400 400 dollars ont été réaffectées de la catégorie II (Personnel civil) à la catégorie III (Dépenses opérationnelles), principalement pour couvrir : a) le règlement d'une demande de réparation pour l'occupation de terres sans le consentement du propriétaire; b) les activités menées dans le cadre des programmes relatifs à l'état de droit; c) l'achat de véhicules hybrides; d) l'acquisition de services d'aménagement et de rénovation. Des fonds étaient disponibles dans la catégorie II (Personnel civil) du fait de dépenses inférieures aux prévisions au titre du personnel recruté sur le plan international, le pourcentage de postes vacants ayant été plus élevé que prévu et le coefficient d'ajustement, moindre que prévu, et au titre du personnel recruté sur le plan national, les coûts salariaux ayant été moins élevés que prévu (A/71/615, par. 27).

34. Le Comité a reçu des informations concernant les catégories de dépenses pour des activités non inscrites au budget auxquelles des fonds ont été réaffectés et relève qu'un montant de 1 557 100 dollars a été réaffecté pour couvrir le coût d'activités de programme dans le domaine de l'état de droit (et des honoraires de vacataires), un montant de 375 900 dollars, pour l'achat de 20 véhicules hybrides et un autre de 394 900 dollars, pour la rénovation du Bureau des Nations Unies à Belgrade. Le Comité a été informé, sur sa demande, que l'Assemblée générale avait reçu des informations connexes en mai 2016 concernant l'utilisation envisagée de ces fonds pour des activités de programme jusqu'alors non prévues au budget. S'agissant spécifiquement des activités de programme, l'Assemblée a été informée par le Secrétariat que les fonds seraient utilisés pour mener à bien des tâches prescrites et que la plupart des activités seraient exercées en collaboration étroite avec l'équipe des Nations Unies au Kosovo et les autres partenaires bien placés selon les différents domaines visés.

35. En ce qui concerne les dépenses effectives et le montant estimatif des dépenses de l'exercice 2016/17, le Comité consultatif a reçu des informations et

constate que, s'agissant de la catégorie de dépenses Fournitures, services et matériel divers, les ressources supplémentaires de 1 100 000 dollars demandées se rapportent principalement aux activités de programme dans le domaine de l'état de droit, qui n'avaient pas été inscrites au budget. En outre, il a été informé que la Mission avait l'intention de procéder à la réaffectation de ce montant pour couvrir le coût des activités de programme et que la direction de la Mission était en train d'examiner un certain nombre de propositions qui pourraient être mises à exécution avant la fin du mois de juin 2017. Le Comité a également appris que la Mission considérait que ces projets étaient directement liés à son mandat, dans l'optique des priorités stratégiques du Représentant spécial du Secrétaire général. Les projets en question ont été élaborés en consultation avec les interlocuteurs locaux et leur mise en œuvre serait coordonnée avec les partenaires internationaux. Dans cette perspective, la réaffectation proposée de 900 000 dollars de la catégorie II (Personnel civil) et de 200 000 dollars de la catégorie I (Militaires et personnel de police) est en cours d'examen.

**36. Tout en reconnaissant qu'il peut être nécessaire de réaffecter des ressources au cours d'un exercice budgétaire lorsque le mandat a changé ou que surgit un besoin opérationnel urgent, le Comité consultatif tient à souligner que la sous-utilisation des crédits ouverts ne justifie pas automatiquement l'utilisation des fonds disponibles à des fins non inscrites au budget. En règle générale, les soldes inutilisés doivent être restitués aux États membres.** On trouvera dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)) les observations et recommandations du Comité relatives à la réaffectation des ressources, au cours d'un exercice budgétaire, entre catégories de dépenses et à l'intérieur de catégories de dépenses.

## V. Conclusion

37. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINUK pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 sont énoncées au paragraphe 41 du rapport sur l'exécution du budget ([A/71/615](#)). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de 726 200 dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, ainsi que les autres recettes et ajustements totalisant 408 100 dollars pour l'exercice clos le 30 juin 2016, soient portés au crédit des États Membres.**

38. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINUK pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 sont énoncées au paragraphe 53 du projet de budget ([A/71/759](#) et Corr.1 et 2). **Compte tenu des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 27 et 29 ci-dessus, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit de 37 898 200 dollars pour le fonctionnement de la MINUK durant l'exercice de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018.**

*Documentation*

- Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 ([A/71/615](#))
- Rapport du Secrétaire général sur le budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 ([A/71/759](#) et Corr.1 et 2)
- Rapport du Secrétaire général sur le budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 ([A/70/707](#))
- Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 ([A/71/5](#) (Vol. II), chap. II)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#))
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/70/742](#))
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'exécution du budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 et projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 ([A/70/742/Add.10](#))
- Résolutions 69/300 et [70/277](#) de l'Assemblée générale sur le financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
- Résolution [1244 \(1999\)](#) du Conseil de sécurité

## Annexe

## Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo : activités de programmes et projets de renforcement de la confiance pour 2017/18

### A. Activités de programmes pour 2017/18

(En dollars des États-Unis)

Type	Définition	Partenaire d'exécution	Coût du projet	Montant prévu des dépenses d'appui au programme, sous réserve d'approbation	Coût total	
1	Activité de programme	Renforcer la compétence et l'intégrité de la police du Kosovo, conformément aux normes et aux règles relatives à la justice pénale internationale et aux droits de l'homme, notamment en achetant ou en mettant à niveau le matériel essentiel, en appuyant l'institut médico-légal du Kosovo, en assurant des activités de formation spécialisée et en élaborant des mécanismes d'appui à la prise de décisions communautaires en matière de sécurité, en complément des initiatives internationales de soutien.	UNOPS	345 000,00	30 000,00	375 000,00
2	Activité de programme	Renforcer l'intégrité, la responsabilité, l'ouverture et l'indépendance de l'appareil judiciaire, conformément aux règles et aux normes relatives à la justice pénale internationale et aux droits de l'homme, notamment au moyen d'activités de formation et de la fourniture de matériel essentiel au Conseil judiciaire du Kosovo, au Conseil des procureurs du Kosovo et aux principaux tribunaux et parquets, ainsi que de l'élaboration et la mise à effet d'indicateurs de justice et du soutien à l'intégration judiciaire dans le nord du Kosovo, en complément des initiatives internationales de soutien.	UNOPS et PNUD	473 800,00	41 200,00	515 000,00
3	Activité de programme	Renforcer la compétence et l'intégrité de l'Administration pénitentiaire du Kosovo, notamment au moyen d'activités de formation sur l'application des règles et normes relatives à la justice pénale internationale et aux droits de l'homme et d'une assistance technique pour la mise en œuvre de procédures administratives, en complément des initiatives internationales de soutien.	UNOPS	46 000,00	4 000,00	50 000,00
4	Activité de programme	Améliorer l'accès à la justice, conformément aux règles et aux normes relatives à la justice pénale internationale et aux droits de l'homme, pour les groupes marginalisés et vulnérables, les groupes minoritaires, les femmes et les mineurs, notamment en ce qui concerne l'aide juridictionnelle et le bilinguisme judiciaire.	Conseil de l'Europe	178 480,00	15 520,00	194 000,00

			Montant prévu des dépenses d'appui au programme, sous réserve d'approbation			
Type	Définition	Partenaire d'exécution	Coût du projet		Coût total	
5	Activité de programme	Appuyer la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme, notamment au moyen d'activités de formation sur les règles et les normes relatives à la justice pénale internationale et aux droits de l'homme, les enquêtes en matière de blanchiment d'argent, les normes relatives aux droits de l'homme, ainsi que de l'appui au renforcement des capacités en matière d'enquête sur le financement du terrorisme et de détection et prévention du blanchiment d'argent.	ONUDC et UNOPS	156 400,00	13 600,00	170 000,00
6	Activité de programme	Appuyer l'amélioration de la justice pour les jeunes et pour les femmes, notamment au moyen d'activités de formation en vue de la réinsertion des jeunes délinquants, de l'élaboration de programmes de prévention et de réinsertion pour les jeunes délinquants et de l'appui au renforcement de l'application des programmes de justice contre la violence domestique.	UNOPS, ONU-Femmes et UNICEF	180 320,00	15 680,00	196 000,00
7	Activité de programme	Initiative de réconciliation pour les associations familiales : la MINUK s'emploie à fournir son appui aux associations de familles de personnes disparues kosovares de souche serbe et de souche albanaise, favorisant le renforcement de la confiance entre ces associations. Elle continuera de faciliter et d'appuyer la coopération entre les associations de familles de personnes disparues avec ses homologues dans d'autres régions aux prises avec des difficultés similaires, notamment Chypre et la Bosnie-Herzégovine.	Mise en œuvre assurée par la MINUK	62 000,00	—	62 000,00
8	Activité de programme	Initiative artistique intercommunautaire : à l'heure actuelle, les conditions sont peu propices à la mise sur pied d'activités éducatives de développement artistique pour la jeunesse dans les différentes régions du Kosovo. Ce domaine est riche de possibilités pour promouvoir la réconciliation et l'établissement de liens intercommunautaires, comme on l'a vu dans nombre d'autres situations d'après conflit. Deux grandes activités sont prévues, qui seront axées sur la tolérance et la lutte contre la discrimination : a) concours d'art et de design; b) développement des installations publiques consacrées aux arts, en collaboration avec certaines municipalités.	Abstract (ONG)	22 430,00	1 570,00	24 000,00
9	Activité de programme	Forums sur les droits de l'homme : au Kosovo, les programmes scolaires et universitaires qu'a connus la jeune génération laissaient à désirer du point de vue de la compréhension des principes et valeurs de base en matière de droits de l'homme. La MINUK devrait soutenir les initiatives de la société civile et amener les clubs de discussion à organiser des rencontres sur les droits de l'homme, afin de renforcer le débat public à ce sujet au Kosovo.	Mise en œuvre assurée par la MINUK	55 000,00	—	55 000,00

<i>Type</i>	<i>Définition</i>	<i>Partenaire d'exécution</i>	<i>Coût du projet</i>	<i>Montant prévu des dépenses d'appui au programme, sous réserve d'approbation</i>	<i>Coût total</i>
10 Activité de programme	Droits linguistiques et réconciliation : la protection des droits linguistiques est une pierre angulaire du cadre de protection du Plan Ahtisaari et est ainsi consacrée par la Constitution pour toutes les communautés kosovares. Les langues officielles du Kosovo sont l'albanais et le serbe, mais, dans la pratique, la plupart des municipalités sont monolingues – albanaises ou serbes –, incarnant la ségrégation des communautés. Alors que la génération éduquée en langue serbe atteint l'âge de la retraite et qu'une jeune génération beaucoup plus nombreuse qui ne connaît pas la langue de l'autre communauté lui succède sur le marché du travail, la ségrégation entre les locuteurs du serbe et les albanophones risque d'augmenter de façon marquée au cours des années à venir. Dans ce contexte, il importe, dans l'intérêt de la cohésion sociale, d'intéresser la jeune génération à l'apprentissage de la langue de l'autre communauté. Cette action sera menée en coordination avec le Bureau du Conseil de l'Europe à Pristina.	Bureau du Conseil de l'Europe à Pristina	59 259,00	4 741,00	64 000,00
11 Activité de programme	Autonomisation des jeunes dans le cadre de la société civile : le projet vise à créer un espace sûr pour l'interaction entre jeunes de différentes communautés, de manière à promouvoir la coopération par le biais des médias et des associations de jeunes professionnels, pour trouver un terrain d'entente au-delà des divisions ethniques. Trois séries distinctes d'activités visent à créer des possibilités de coopération et de compréhension mutuelle : a) production de deux séries télévisées pour diffusion locale; b) activités conjointes sur le patrimoine culturel du Kosovo rassemblant des étudiants d'universités ayant leur siège à Mitrovica-Nord et à Pristina; c) augmentation des activités opérationnelles dans les centres pour la jeunesse à Graçanicë/Gračanica, à Pristina et à Mitrovica-Nord.	Centre pour la paix et la tolérance (Graçanicë/Gračanica)	85 981,00	6 019,00	92 000,00
12 Activité de programme	Participation des jeunes à la prise de décisions publiques : au Kosovo, les jeunes restent largement exclus du processus de prise de décisions. La méfiance envers les institutions et l'absence de mécanismes concrets leur permettant d'exprimer leurs préoccupations les privent de tout sentiment d'appartenance et les incitent à se tourner vers les partis d'extrémistes. Le projet appuie la mise à effet de la loi sur l'autonomisation et la participation de la jeunesse (loi no 03/L -145), grâce à une série de réunions de renforcement de la confiance entre les jeunes de différents groupes ethniques et les institutions nationales et de l'ONU présentes au pays, ainsi que l'établissement de l'Assemblée de la jeunesse du Kosovo, faisant fond sur les meilleures pratiques de l'Assemblée de	Réseau de Centres pour la jeunesse du Kosovo, Action for Non-Violence and Peacebuilding (ONG) et Mother Teresa Society (ONG) (contributions en nature)	25 233,65	1 766,35	27 000,00

<i>Type</i>	<i>Définition</i>	<i>Partenaire d'exécution</i>	<i>Coût du projet</i>	<i>Montant prévu des dépenses d'appui au programme, sous réserve d'approbation</i>	<i>Coût total</i>
	la jeunesse aux Nations Unies. Les recommandations seront énoncées dans le rapport sur l'état d'avancement du programme relatif aux jeunes, à la paix et à la sécurité au Kosovo, qui sera communiqué au Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports du Kosovo et à toutes les parties prenantes concernées.				
13 Activité de programme	Appui ciblé à la réconciliation des communautés dans les zones de rapatriement : l'action envisagée vise à appuyer les efforts de réconciliation adaptés aux municipalités touchées par le retour de communautés et les autres secteurs où des rapatriements sont prévus. Elle est directement liée au mandat des Nations Unies au Kosovo (à savoir protéger et promouvoir les droits de l'homme et assurer le retour en toute sécurité et sans entrave de tous les réfugiés et personnes déplacées). Il s'agit également d'instaurer la coopération entre les communautés dans la planification du développement local. Le processus de dialogue communautaire prévu par cette proposition de projet permettra de réduire les tensions ethniques et d'accroître la sécurité dans les zones les plus fragiles du Kosovo, contribuant ainsi à la stabilité globale des relations interethniques au Kosovo.	Aktiv (ONG)	152 336,45	10 663,55	163 000,00
<b>Total des activités de programme</b>			<b>1 842 240,09</b>	<b>144 759,91</b>	<b>1 987 000,00</b>

*Abréviations* : MINUK : Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo; ONG : organisation non gouvernementale; ONUDC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime; ONU-Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance; UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

## B. Projets relatifs aux mesures de confiance au titre de 2017/18

(En dollars des États-Unis)

Type	Description	Partenaire d'exécution	Coût du projet	Frais généraux	Coût total	
1	Projet relatif aux mesures de confiance	Amélioration des connaissances de la langue albanaise des avocats issues des communautés non majoritaires au Kosovo en vue de leur intégration dans la société kosovare.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	22 258,27	–	22 258,27
2	Projet relatif aux mesures de confiance	Autonomisation des femmes originaires de différentes communautés de la municipalité de Gračanica/Gračanicë, et amélioration des perspectives qui leur sont offertes sur le marché de l'emploi par des cours intensifs en anglais et en albanais. L'objectif est de donner aux chômeuses, aux femmes issues de familles à revenu modeste, aux bénéficiaires de l'aide sociale, aux victimes de violence familiale et aux mères célibataires les moyens de se prendre en charge.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	11 129,13	–	11 129,13
3	Projet relatif aux mesures de confiance	Construction d'une installation de stockage de fruits dans le village de Plemetin/Plemetina, relevant de la municipalité d'Obiliq/Obilić, où habitent des Serbes et des Albans du Kosovo qui s'occupent essentiellement d'agriculture. L'installation leur est nécessaire pour stocker leur production de fruits et emploierait également pas moins de 10 habitants. Le projet serait appuyé par la municipalité d'Obiliq/Obilić, qui fournirait 10 à 15 % des ressources financières nécessaires.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	27 897,03	–	27 897,03
4	Projet relatif aux mesures de confiance	Promotion de la coexistence interethnique dans les médias locaux par « Kontakt Plus », une station de radio basée à Mitrovica-Nord. Présentation dans les médias d'exemples individuels édifiants de coexistence et de coopération intercommunautaires.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	12 365,70	–	12 365,70
5	Projet relatif aux mesures de confiance	Campagne de sensibilisation à l'environnement, prévoyant notamment l'achat d'environ 700 poubelles métalliques pour des ménages de Rom du Kosovo, d'Ashkalis du Kosovo et d'Égyptiens du Kosovo vivant dans les localités de Salahane, Halit Ibishi et Koce Xoxe à Ferizaj/Uroševac ainsi que dans le village de Dubravë/Dubrava dans le village.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	16 718,43	–	16 718,43
6	Projet relatif aux mesures de confiance	« Basket-Beat » : formation à une coexistence dynamique à l'intention d'enfants et de jeunes par la musique et le sport et intégration des communautés rom, ashkali et égyptienne à Zvecan en prenant en compte les différences et les similitudes entre les participants. L'approche coopérative permet d'harmoniser les éléments dont les membres du groupe ont besoin pour collaborer constamment afin d'obtenir des résultats. En conséquence, le sentiment d'appartenance augmente, puisque les besoins individuels et collectifs sont adaptés tout au long du processus. Le but ultime	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	12 365,70	–	12 365,70

Type	Description	Partenaire d'exécution	Coût du projet	Frais généraux	Coût total	
	est que la communauté devienne aussi autonome que possible.					
7	Projet relatif aux mesures de confiance	Appui à la création d'un forum multiethnique des femmes de Zubin Potok, visant à accroître la participation des femmes de différentes communautés à la vie politique, sociale et publique, grâce à divers ateliers et stages de formation.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	13 354,96	–	13 354,96
8	Projet relatif aux mesures de confiance	Rénovation/remise en état de la maison de la culture de la municipalité de Novobërdë/Novo Brdo, mise à sa disposition de matériel sportif, musical et autre dont les jeunes des communautés serbes et albanaises du Kosovo ont besoin et achat d'une fourgonnette pour les activités menées sur le terrain par ses associations folkloriques.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	27 897,03	–	27 897,03
9	Projet relatif aux mesures de confiance	Centre d'apprentissage préscolaire et d'aide aux devoirs à Mitrovica-Sud : renforcement de l'intégration publique des enfants rom, ashkalis et égyptiens au Kosovo, en fournissant des moyens supplémentaires qui habiliteraient les enfants d'âge préscolaire et scolaire issus de ces communautés à démanteler les obstacles qui entravent l'intégration sociale dans le système scolaire.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	20 774,38	–	20 774,38
10	Projet relatif aux mesures de confiance	Promotion du dialogue interconfessionnel entre la communauté orthodoxe serbe à Mitrovica-Nord et la communauté islamique à Mitrovica-Sud. Ce projet regroupe des membres des deux confessions en équipes pour procéder à des réparations mineures et à l'entretien de sites et d'installations d'importance religieuse et culturelle.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	9 892,56	–	9 892,56
11	Projet relatif aux mesures de confiance	Prise en charge des activités culturelles traditionnelles de la communauté serbe du Kosovo dans la zone isolée de Kololeč dans la municipalité de Kamenicë/Kamenica, grâce au financement de jeux traditionnels à l'occasion de la Saint Panteleimon, le 9 août 2017, avec la participation de jeunes d'autres municipalités. Le projet prévoit également l'appui à l'artisanat local et la création de deux tenues traditionnelles, qui seront utilisées par l'Association artistique et culturelle de Kololeč. La manifestation est généralement suivie par les membres de toutes les communautés.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	16 718,43	–	16 718,43
12	Projet relatif aux mesures de confiance	Réaménagement/rénovation de l'ancien bâtiment scolaire, remplacement des carrelages, fenêtres et toilettes dans le village ethniquement mixte de Mogillë/Mogilla, dans la municipalité de Klllokot/Klokot. Environ 30 élèves serbes du Kosovo et 60 élèves albanais du Kosovo, de niveaux 1 à 5, partagent le bâtiment, seule école au Kosovo partagée par les deux communautés. Le projet aiderait à préserver le caractère multiethnique du village.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	33 387,40	–	33 387,40
13	Projet relatif aux mesures de confiance	Le projet est fondé sur l'idée de l'apprentissage par le travail et s'inspire d'un modèle visant répondre aux besoins réels des administrations locales, en particulier dans six municipalités à	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	39 570,26	–	39 570,26

Type	Description	Partenaire d'exécution	Coût du projet	Frais généraux	Coût total	
	majorité serbe au sud du fleuve Ibar/Iber (Gračanica/Gračanicë, Štrpce/Shtërpçë, Parteš/Partesh, Ranilug/Ranillug, Novo Brdo/Novobërdë et Klokot/Klokot). Les stagiaires suivraient une formation obligatoire de trois mois, qui comprend des cours d'initiation à l'informatique, de correspondance commerciale, de communication avec les clients et d'albanais.					
14	Projet relatif aux mesures de confiance	Promotion de la diversité et de la vie interethniques en aidant le musée public de la municipalité de Dragash/Dragaš à acheter des costumes traditionnels et des produits artisanaux auprès des communautés non majoritaires (bosniaque, gorani et serbe du Kosovo), qui y seraient ensuite exposés, de sorte que des écoliers et autres visiteurs puissent en savoir davantage sur ces communautés.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	11 571,33	–	11 571,33
15	Projet relatif aux mesures de confiance	Réconciliation des communautés de jeunes Albanais et Serbes du Kosovo dans le cadre de l'action en faveur de la paix et du renforcement du dialogue interethnique par la création d'un laboratoire d'animation où les étudiants de Pejë/Peć seraient formés à la préproduction et postproduction de courtes animations vidéo.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	16 467,16	–	16 467,16
16	Projet relatif aux mesures de confiance	Intégration de la communauté de rapatriés serbes du Kosovo et promotion d'un retour durable grâce à la création d'aires de jeu pour enfants dans la municipalité de Rahovec/Orahovac. Cette initiative fournirait un cadre de vie communautaire approprié et confortable, en particulier pour les jeunes et les enfants (principalement d'âge préscolaire) pour lesquels il n'existe actuellement que peu ou pas de lieu sûr pour jouer ou socialiser.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	17 079,51	–	17 079,51
17	Projet relatif aux mesures de confiance	Promotion de l'intégration communautaire par le sport et de l'interaction entre les enfants de différentes communautés, en fournissant le matériel nécessaire à l'entretien de la piscine du village de Gorazhdec/Goraždevac, dans la municipalité de Pejë/Peć, qui est principalement utilisée par les enfants et les jeunes adultes de tous les groupes ethniques. La communauté locale prévoit d'organiser diverses activités aquatiques non compétitives multiethniques, ce qui favorisera le dialogue entre les différentes communautés.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	7 298,73	–	7 298,73
18	Projet relatif aux mesures de confiance	Promotion de la paix, de la diversité et de la réconciliation par l'institution de cours de langue serbe et albanaise à l'intention des jeunes de la région de Pejë/Peć. En apprenant la langue, les jeunes inscrits auraient également la possibilité de se familiariser avec les traditions de l'autre communauté et de comprendre l'importance de divers sites culturels dans tout le Kosovo. Les deux cours comprendraient des activités propres à développer l'esprit d'équipe dans le cadre desquelles ils pourront mettre en pratique les nouvelles connaissances linguistiques acquises et se rencontrer.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	15 799,41	–	15 799,41

Type	Description	Partenaire d'exécution	Coût du projet	Frais généraux	Coût total	
19	Projet relatif aux mesures de confiance	Promotion d'un retour durable et de la coopération entre les communautés majoritaires et non majoritaires (bosniaque, monténégrine, rom, ashkali, égyptienne et serbe du Kosovo) en achetant une serre à usage communautaire dans le village de Serbobran/Srbobran (municipalité d'Istog/Istok), où les résidents se doteraient d'un mode de production agricole sous forme de coopérative destiné à l'usage personnel et à la vente.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	14 308,60	–	14 308,60
20	Projet relatif aux mesures de confiance	Renforcement de la confiance et de la tolérance multiethnique chez les jeunes en organisant une semaine de colonie de vacances à l'intention d'environ 200 élèves de toutes les communautés de la région de Pejë/Peć. Différentes activités sportives et culturelles seront prévues à cette occasion en vue de promouvoir les différents groupes ethniques et de favoriser la communication entre les communautés.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	16 278,21	–	16 278,21
21	Projet relatif aux mesures de confiance	Promotion du dialogue et élimination des préjugés entre les communautés albanaise et serbe du Kosovo vivant dans les régions de Pejë/Peć et Prizren/Prizren, en réunissant des représentants des deux communautés, les autorités locales et centrales, et la société civile afin d'identifier les personnes qui, pendant le conflit, n'ont ménagé aucun effort pour aider ceux qui étaient dans le besoin, indépendamment de leur appartenance ethnique, souvent en sacrifiant leur propre sécurité et leur bien-être. Une fois identifiées selon des critères stricts impliquant leur désignation par l'autre communauté, ces personnes se verraient décerner un prix lors d'une cérémonie publique.	À déterminer sur la base d'un avantage compétitif	16 967,73	–	16 967,73
Total, projets relatifs aux mesures de confiance				380 100,00		380 100,00